

« Une attaque sans précédent »

Économie. Les organisations syndicales montent au créneau pour dénoncer une présentation « trompeuse » du réseau des finances publiques dans l'Eure, censé être plus proche des usagers.

« **C**e projet constitue une attaque sans précédent du réseau de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) : il est destructeur en matière de missions et de service public à rendre aux usagers », tranche **Isabelle Laurent**, secrétaire départementale de Solidaires Finances publiques. Ce projet, c'est celui du nouveau réseau de proximité, promu par le ministre de l'Action et des Comptes publics **Gérald Darmanin**. Après la présentation d'un document de travail faisant état de 13 nouveaux « points de contact » dans l'Eure, entre l'administration fiscale et les contribuables - lire notre édition de jeudi -, les principales organisations syndicales (Solidaires, FO et CGT) montent au créneau pour dénoncer un effet « d'affichage ».



De g. à d. : Jean-Pierre Fontaa (CGT), Isabelle Laurent (Solidaires) et Fabien Dubost (FO) sont vent debout contre le remodelage du réseau territorial des Finances publiques (crédit photo : V. F/Paris-Normandie).

Pas d'ouverture au public

Ce déploiement ne serait « en aucun cas un renforcement du réseau de proximité », dénoncent les syndicats. Ils évoquent la disparition, à terme, des 20 Trésoreries euroises en 2022. Leurs missions seraient alors éclatées entre les conseillers aux collectivités locales et les services de gestion comptable, qui ont en charge la tenue des comptes des collectivités locales. Des services qui ne constituent pas des lieux d'accueil du public ou alors uniquement sur rendez-vous. Les organisations syndicales ont fait leurs comptes. Ce ne sont pas

13 accueils de proximité qui vont ouvrir. Mais en fait 14 qui vont disparaître. Quelques exemples : « Les services des impôts aux entreprises vont passer de quatre à deux (Évreux et Louviers), les services des impôts aux particuliers de sept à trois (Évreux, Vernon et Bernay), les services de publicité foncière de cinq à un seul (Évreux) », énumère Isabelle Laurent.

Ce n'est pas tout. Les accueils multifonctions des maisons « France service » ne seront pas encadrés par « des agents des Finances publiques », précise la représentante de Solidaires. Ils n'assureraient pas non plus l'ensemble des compétences dévolues aux trésoreries. Certaines missions seraient délo-

calisés, « comme les services fonciers et du cadastre qui seraient transférés à Louviers alors qu'ils sont localisés à Évreux aujourd'hui », expose **Jean-Pierre Fontaa**, le cosécrotaire CGT Finances publiques du département. La direction va avoir deux choix : soit l'usager va sillonner tout le département pour arriver à Louviers, soit les collègues vont devoir assurer des permanences dans les centres des impôts du département et donc se déplacer très souvent. »

Au final, ce redéploiement pourrait faire perdre « entre 80 et 100 postes », estiment les syndicats, dans un contexte de réduction des effectifs depuis dix ans, avec la suppression de 200 emplois dans le département. Les organisations

syndicales veulent interpellier les élus pour qu'ils s'engagent sur le maintien du réseau de proximité des services de la DGFIP. Un courrier va leur être adressé. « Voulez-vous que les services publics disparaissent dans votre commune ? C'est ça, la vraie question », martèle **Fabien Dubost**, le secrétaire départemental FO. « Nous faisons le tour des services du département pour éviter la mise en place du projet, retient Isabelle Laurent. Les collègues accusent le coup, ce sont de vrais changements de vie qui vont se jouer. »

■ Le directeur départemental des Finances publiques, Jean-Luc Brenner, n'a pu être joint hier.